

# Mettre fin aux drames de la migration

15.4.09  
Le Temps

**William Lacy Swing**, directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations, en appelle à davantage de responsabilisation envers ceux qui sont obligés de quitter leur pays



La récente tragédie qui a coûté la vie à plus de 200 migrants qui se sont noyés au large des côtes libyennes a fait la une des journaux, mais seulement pendant quelques heures et alors que les pays développés faisaient mine de découvrir les drames humains qui se produisent régulièrement à leurs portes.

La détresse des migrants, surtout ceux en situation irrégulière, n'a jamais fait naître beaucoup de compassion. Mais aujourd'hui, elle en suscite encore moins car la crise économique affecte profondément le tissu socio-économique des pays industrialisés, cristallisant ainsi l'opinion publique contre les migrants et la migration.

Face à la montée du chômage et des mécontentements populaires, les gouvernements des pays développés hésitent, partageant entre le fait de garder leur porte entrouverte aux migrants ou de la refermer hermétiquement en faveur de politiques d'emploi protectionnistes.

Mais tourner le dos aux migrants hautement qualifiés qui apportent connaissance et inno-

vation, comme aux migrants moins qualifiés qui acceptent des emplois dont les nationaux ne veulent même pas en ces temps de crise, démontre une méconnaissance des réalités économiques et démographiques qui de plus conduira inévitablement à une augmentation de la discrimination et de la stigmatisation à leur rencontre.

Par ailleurs, alors que les pays industrialisés continuent d'injecter des milliards de dollars dans des institutions financières afin de restaurer la confiance des marchés, très peu d'attention a été portée aux conséquences néfastes de la récession économique actuelle, qui affectent les pays en développement en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Or, les familles des pays en développement sont confrontées jour après jour à la baisse des remises de fonds, à la chute des prix des matières premières telles que le café, le cacao ou le coton et à l'augmentation des denrées alimentaires de base. Dans ces conditions, elles n'ont guère de choix: soit subir stoïquement, soit émigrer, quitte à remettre leur destin aux mains des passeurs et trafiquants peu scrupuleux, et ce d'autant plus que les possibilités de migration légale rétrécissent comme peau de chagrin.

C'est donc par nécessité que les personnes vont continuer à

émigrer à n'importe quel prix et par n'importe quels moyens, même si elles doivent s'entasser dans des cales de bateaux pourris ou se cacher dans des conteneurs, où elles risquent l'asphyxie.

Alors que faire pour s'assurer que ces migrants ne soient pas confrontés à de tels choix inhumains? Que faire pour aider les pays en développement à garantir un meilleur avenir économique pour leurs jeunes?

## *Les familles des pays en développement sont confrontées jour après jour à la baisse des remises de fonds*

La réponse se trouve dans une plus grande solidarité envers ces pays et dans une reconnaissance des intérêts et objectifs communs pour réduire le fardeau qui afflige les plus pauvres, quelle que soit leur nationalité, et qui subissent de plein fouet la crise économique actuelle.

Les engagements pris lors du récent sommet du G20 vont dans le bon sens mais doivent être immédiatement suivis de mesures concrètes.

Le temps est donc venu pour les pays développés d'augmenter

leurs niveaux d'aide officielle au développement. Refuser enverrait un message négatif aux pays d'origine, augmenterait le ressentiment contre les pays industrialisés et encouragerait encore plus de jeunes à vouloir émigrer à n'importe quel prix.

Fermer la porte d'entrée à ces migrants, qui ne demandent pas mieux que d'occuper des emplois dont les citoyens des pays riches ne veulent pas, les encouragera à emprunter des portes dérobées, les exposant à des dangers et à des abus aux mains des passeurs et des trafiquants.

La transparence et la libre circulation de l'information sont au cœur des bonnes politiques migratoires, surtout en ces temps de récession économique mondiale. En effet, le public dans les pays de destination doit accepter les nombreuses contributions socio-économiques apportées par les migrants et lutter contre les tentations xénophobes.

Dans le même temps, les pays d'origine et de transit doivent assumer une plus grande responsabilité pour informer leurs citoyens des réalités et des risques de la migration clandestine et des avantages de la migration régulière. Ils doivent surtout travailler en étroite coopération avec les pays de destination pour s'assurer que les migrants ne continuent pas à prendre tant de risques pour si peu de bénéfices.